



VILLE DE BEAULIEU-SUR-MER
ALPES-MARITIMES - 06310

ARRETE MUNICIPAL PORTANT AUTORISATION DONNEE A L'ENTREPRISE
L DECORS A OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL RUE GUSTAVE EIFFEL
LES 03 ET 04 MARS 2022 ET INTERDICTION D'ACCES AUX PIETONS AU NIVEAU
DES ESCALIERS DESCENDANT AU PORT DES FOURMIS AFIN D'EFFECTUER LA
MISE EN PLACE D'UN PORTAIL

N° : **220302** DATE D'AFFICHAGE : **01 MARS 2022**

LE MAIRE DE LA VILLE DE BEAULIEU-SUR-MER

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,

Vu le Code Pénal,

Vu le Code de la route,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2215-1,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et les textes subséquents,

Vu la délibération municipale n°6 du 14 octobre 2021 portant sur les droits de voirie, places et stationnements – actualisation,

Vu la demande en date du 1^{er} mars 2022 présentée par « le port associatif de Beaulieu Fourmis » ayant son siège au Port des Fourmis 06310 BEAULIEU-SUR-MER, en vue d'occuper par l'entreprise L DECORS, les 03 et 04 mars 2022, une partie du domaine public communal situé rue Gustave Eiffel, afin d'effectuer la mise en place d'un portail.

Considérant qu'il y a lieu d'interdire l'accès aux piétons au niveau des escaliers descendant au port des fourmis.

Considérant qu'il convient de répondre favorablement à cette demande.

ARRETE

Article 1^{er} : L'entreprise L DECORS est autorisée à occuper les 03 et 04 mars 2022, une partie du domaine public communal situé rue Gustave Eiffel, afin d'effectuer la mise en place d'un portail.

Article 2 : Durant toute la durée de cette occupation, l'accès aux escaliers descendant au port des Fourmis est strictement interdit aux piétons.

Article 3 : Le bénéficiaire de la présente autorisation est responsable de tout accident ou incident pouvant survenir du fait de la mise en place et de l'utilisation de cette structure.



Article 4 : La présente autorisation n'est pas transmissible et ne peut être cédée.

Article 5 : La validité du présent arrêté prendra fin au plus tard le vendredi 04 mars 2022 à 18 heures.

Article 6 : Le permissionnaire devra disposer des assurances nécessaires le couvrant, lors de cette occupation, contre tout sinistre avec les tiers.

Article 7 : L'entretien et la remise en état du site, en cas de dégradation lors de cette occupation, est à la charge du bénéficiaire.

Article 8 : La présente autorisation est révoquée à tout moment sans indemnité pour un motif d'intérêt général, dans l'intérêt du domaine public maritime, en vue de sauvegarder l'ordre public et faute pour le bénéficiaire de se conformer aux dispositions du présent arrêté. La révocation sera prononcée par arrêté et notifiée dans la forme administrative.

Article 9 : Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, tout recours devra être présenté devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de l'arrêté et de l'accomplissement des formalités de publicité.

Article 10 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur et sera adressé à :

- Le Bénéficiaire,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de la Gendarmerie Nationale de Beaulieu-sur-Mer,
- Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale,

Chargés chacun en ce qui le concerne d'en assurer son exécution.

Fait à Beaulieu-sur-Mer, le **01 MARS 2022**

Le Maire,
Roger ROUX

